

MOBILISATION

Les vautours de l'accaparement des terres

Le 9 novembre a eu lieu à Genève la conférence Global Aginvest, réunissant entre autres 25 managers qui gèrent plus de 10 millions d'hectares dans le monde. Uniterre et dix-huit autres organisations ont manifesté pour dénoncer les conséquences.

Les manifestants postés devant l'entrée de l'hôtel intercontinental ont lancé des appels aux conférenciers à venir s'expliquer, scandant des slogans tels «la terre pour les agriculteurs, pas pour les spéculateurs», «spéculateurs, profiteurs, pilleurs, quelle horreur!» ou «la terre n'est pas une marchandise». Deux chars tirés par des tracteurs contenaient des bottes de paille entourées de dollars (reprenant leur propre affiche) et des cibles représentant l'OMC contre lesquelles les manifestants ont pu s'exercer au lancer de botte. Les conférenciers, troublés dans le déroulement de leur réunion, ont envoyé une journaliste couvrant leur événement pour venir entendre les revendications des manifestants.

- Le besoin de nouvelles sources énergétiques
- La croissante spéculation sur les besoins essentiels des populations, notamment les «commodités» agricoles et les agrocombustibles.

En plus, ces investissements permettent la création de nouveaux «dérivés» financiers.

Nous dénonçons

Ces cinq dernières années, des «fonds agricoles» se sont appropriées au moins 100 millions d'hectares en Afrique, en Amérique Latine, en Europe de l'Est ou en Russie. Bien qu'il s'agisse de bonnes terres, elles ne sont pour la plupart pas encore productives.

nissent les portefeuilles d'investisseurs anonymes. En effet, ces accaparements bloquent les réformes agraires initiées dans certains pays et empêchent la réduction de la sous-alimentation.

Quant aux réglementations et codes de conduites proposés pour légitimer et blanchir ce commerce, elles se limitent principalement à des questions techniques, sans considérer l'atteinte aux droits fondamentaux de millions de personnes dans le monde. En plus, les sociétés capital-investissement (ainsi que les dénommés «Hedge Funds») principalement actifs dans le domaine, ne font pas pour l'instant l'objet d'aucune régulation. Ce phénomène financier engendre en plus un nouveau risque de provoquer une «bulle financière verte» en raison de la combinaison «accaparement des terres - marchés carbone».



Lors de la contre-conférence du 4 novembre, Monsieur Tricario, chercheur de la Campagne pour la réforme de la Banque Mondiale, a présenté le rapport sur l'implication des sociétés financières européennes dans l'acquisition de grandes étendues de terres. Depuis la crise financière en 2007, les sociétés de capital-investissement se détournent progressivement des placements financiers et hypothécaires, considérés comme risqués, et s'orientent vers des commodités. En 2008, ces sociétés géraient 2500 milliards de dollars. Dans ce contexte, la terre s'avère comme un placement clé, à cause de :

- La croissance de la population (9,1mia en 2050)
- La croissance des PIB des grands pays émergents

Cela permet de placer son argent et de se protéger de l'inflation et des risques dans les cours de change. Ils achètent aussi pour savoir avant les autres quand la production pourrait venir à manquer et ainsi spéculer.

Par ailleurs, ces investissements favorisent des monocultures industrielles d'exportation et augmentent les menaces qui pèsent sur la sécurité alimentaire internationale.

Suite à la crise alimentaire en 2008, provoquée entre autres par la spéculation financière, la Banque Mondiale a joué un rôle essentiel pour ouvrir la voie aux investissements étrangers dans l'agriculture et l'accaparement des terres, notamment dans le Sud. Ces investissements ne sont nullement bénéfiques aux populations, mais gar-



Ce qui est particulièrement dangereux est la financiarisation des derniers marchés non financiers (agriculture, alimentation et ressources aquatiques). Alors que pour l'instant ce sont surtout les sociétés discrètes de capital-investissement qui sévissent dans l'accaparement, les banques commencent à s'y intéresser. Comme la banque Pictet (PF-AgricultureFund) ou la banque suisse Sarrasin, pionnière des «investissements socialement responsables» qui est à l'origine du fonds «AgriSar» qui préconise entre autre la «monétarisation de l'eau» comme un stratégie d'investissement à long terme... La discussion publique de ces pratiques opaques est d'autant plus nécessaire que des fonds qui se disent éthiques investissent dans l'achat massif de terres. Par la même, il s'agit de prévenir des fonds de pension, avec leurs liquidités colossales, d'investir sur ce marché!

Rudi Berli

Rapport complet disponible sur www.crbm.org



LES BRÈVES DE LA FRACP

- Référendum contre le déclassement de 58 hectares de terres agricoles à Genève:

Succès de la récolte des signatures avec environ 14'000 signatures. Bravo aux producteurs et consommateurs des Charrotons qui ont fait une magnifique travail. Deux conclusions : les réseaux ont bien fonctionné et la question mobilise les genevois !

- Nouveau membre à la FRACP :

«Agro-Ideé», une équipe motivée de jeunes producteurs qui travaillent sur Perly (GE) et sur Tannay (VD) et qui livrent déjà 60 paniers de légumes hebdomadaires à Genève. Ils se rendent sur 2 marchés hebdomadaires et pratiquent la vente directe à la ferme. Agro-Ideé respecte les principes de l'agriculture biologique. www.agro-idee.ch

- Une nouvelle initiative de proximité sur la commune de Dardagny :

«Cultures locales». Les 4 jeunes producteurs et productrices sont en train de monter les tunnels et tout aménager pour démarrer la saison en 2011. «Cultures locales» proposera des paniers de légumes hebdomadaires cultivés selon les principes de l'agriculture biologique. www.cultureslocales.ch

- Prochaine AG de la FRACP: Jeudi 3 mars 2011

MEMBRES UNITERRE:

Profitez de cet espace publicitaire!
La première parution vous est offerte!
N'hésitez plus,
Contactez-nous!